

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.032/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 13 février 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules", a donné le 18 février 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.032/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 februari 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen", heeft op 18 februari 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent. La motivation doit être reproduite dans le préambule de l'acte réglementaire.

La lettre de demande d'avis et le préambule s'expriment en ces termes :

"(l'urgence est motivée par ...) la nécessité urgente, notamment pour le report de la date d'entrée en vigueur, de garantir la sécurité juridique concernant l'obligation de disposer d'une reproduction rétro-réfléchissante de la marque d'immatriculation."

Par une lettre datée du 15 février 2002, le ministre a complété la motivation de l'urgence en ces termes :

- "1. En ce qui concerne le point reportant la date d'entrée en vigueur de la plaque avant rétro-réfléchissante au 1^{er} octobre 2002, l'urgence est nécessitée par le manque d'information aussi bien du public que des fabricants de plaques, due au fait que la parution au MB le 8.8.2001 de l'A.R. du 20.7.2001, est passée largement inaperçue durant les grands congés.

(...)
2. En ce qui concerne le point sur le transfert de la marque d'immatriculation, la formulation actuelle de l'A.R. du 20.07.2001 est sujet à interprétation «stricto sensu» (seulement transfert de la marque d'immatriculation avec le véhicule immatriculé sous ladite marque) ou «largo sensu» (transfert de la marque d'immatriculation en immatriculant un autre véhicule) de sorte que les citoyens ne sont pas tous traités de la même façon selon le lieu d'immatriculation (antennes DIV ou service DIV central - Bruxelles), où ils se rendent. La nouvelle formulation proposée est par contre très claire et sans la moindre ambiguïté.
3. En ce qui concerne le point sur l'immatriculation via Internet, la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules s'insérera avec ce projet dans le portail de «l'e-gouvernement» qui sera prêt pour le 01.01.2003. De ce fait, les premiers tests doivent démarrer en avril 2002 avec deux compagnies d'assurances pilotes, et être élargis en juin 2002 aux autres compagnies ainsi qu'aux courtiers, de façon à ce que tous les inévitables problèmes liés à cette toute nouvelle procédure d'immatriculation, soient résolus avant que les citoyens eux-mêmes utilisent directement ce système.

.../...

Le mot «préalable» porte sur le paiement anticipatif de la rétribution à l'immatriculation via le timbre fiscal actuel, qui sera remplacé, avec l'accord du Ministre des Finances, par un paiement a posteriori."

*
* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*
* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

1. En vertu de l'article 6, § 4 , 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les Gouvernements de Région doivent être associés à l'élaboration des règles de police générale et de la réglementation relative aux communications et aux transports, ainsi qu'aux prescriptions techniques relatives aux communications et aux transports.

Les dispositions du projet d'arrêté devaient donc être soumises à la formalité de l'association des Gouvernements de Région, à l'exception de l'article 2 qui concerne davantage l'organisation de l'Administration de la Circulation routière et de l'Infrastructure qu'une règle de police ou une prescription technique.

.../...

Le dossier soumis à la section de législation du Conseil d'Etat comprend un document émanant de la chancellerie du Premier Ministre -Secrétariat du Comité de concertation, indiquant que :

"Le Comité prend acte de l'accord des Régions sur le projet d'arrêté royal dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} octobre."

La section de législation du Conseil d'Etat a souvent rappelé que la procédure d'association ne peut se limiter à une réunion du Comité de concertation. Le dossier n'établit pas que chacun des Gouvernements statuant collégalement a marqué son accord sur le projet d'arrêté, et non uniquement chacun des Ministres en charge du Transport.

2. S'agissant des articles 3 et 4, l'auteur du projet entend reporter l'entrée en vigueur de l'obligation d'apposer une plaque rétro-réfléchissante, du 1^{er} janvier 2002 au 1^{er} octobre 2002. Par souci de sécurité juridique, il est nécessaire dès lors que cette règle produise ses effets au 1^{er} janvier 2002. En conséquence, l'article 4 du projet doit être modifié comme suit :

"Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, excepté l'article 3 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2002."

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan. De motivering dient in de aanhef van de verordening te worden opgenomen.

De motivering in de aanhef luidt als volgt :

"... (de reden van het verzoek om spoedbehandeling is) de dringende noodzaak om bij het uitstellen van de datum van inwerkingtreding, de rechtszekerheid te waarborgen in verband met de verplichting te beschikken over een retroflecterende reproductie van de kentekenplaat."

In een brief d.d. 15 februari 2002 heeft de minister de motivering van het verzoek om spoedbehandeling aangevuld als volgt :

- "1. En ce qui concerne le point reportant la date d'entrée en vigueur de la plaque avant rétro-réfléchissante au 1^{er} octobre 2002, l'urgence est nécessitée par le manque d'information aussi bien du public que des fabricants de plaques, due au fait que la parution au MB le 8.8.2001 de l'A.R. du 20.7.2001, est passée largement inaperçue durant les grands congés.

(...)
2. En ce qui concerne le point sur le transfert de la marque d'immatriculation, la formulation actuelle de l'A.R. du 20.07.2001 est sujet à interprétation «stricto sensu» (seulement transfert de la marque d'immatriculation avec le véhicule immatriculé sous ladite marque) ou «largo sensu» (transfert de la marque d'immatriculation en immatriculant un autre véhicule) de sorte que les citoyens ne sont pas tous traités de la même façon selon le lieu d'immatriculation (antennes DIV ou service DIV central - Bruxelles), où ils se rendent. La nouvelle formulation proposée est par contre très claire et sans la moindre ambiguïté.
3. En ce qui concerne le point sur l'immatriculation via Internet, la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules s'insérera avec ce projet dans le portail de «l'e-gouvernement» qui sera prêt pour le 01.01.2003. De ce fait, les premiers tests doivent démarrer en avril 2002 avec deux compagnies d'assurances pilotes, et être élargis en juin 2002 aux autres compagnies ainsi qu'aux courtiers, de façon à ce que tous les inévitables problèmes liés à cette toute nouvelle procédure d'immatriculation, soient résolus avant que les citoyens eux-mêmes utilisent directement ce système.

.../...

Le mot «préalable» porte sur le paiement anticipatif de la rétribution à l'immatriculation via le timbre fiscal actuel, qui sera remplacé, avec l'accord du Ministre des Finances, par un paiement a posteriori."

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Op deze drie punten behoren bij het ontwerp de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Krachtens artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het ontwerpen van de regels van de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer, alsook van de technische voorschriften inzake verkeers- en vervoermiddelen.

Voor de bepalingen van het ontwerp besluit gold dus het vormvoorschrift dat de gewestregeringen erbij betrokken dienden te worden, met uitzondering van artikel 2, dat meer te maken heeft met de organisatie van het bestuur Wegverkeer en Infrastructuur, dan dat het een regel van politie is of een technisch voorschrift.

Het aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde dossier bevat een stuk dat uitgaat van de kanselarij van de Eerste Minister - Secretariaat van het Overlegcomité -, waarin staat :

"Le Comité prend acte de l'accord des Régions sur le projet d'arrêté royal dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} octobre."

.../...

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er vaak op gewezen dat de procedure ter zake van het erbij betrekken van de gewestregeringen niet mag worden beperkt tot een vergadering van het Overlegcomité. Uit het dossier blijkt niet dat de regeringen die collegiaal uitspraak doen, stuk voor stuk hun instemming hebben betuigd met het ontwerpbesluit en niet alleen de onderscheiden ministers bevoegd voor het Vervoer.

2. In verband met de artikelen 3 en 4 wil de steller van het ontwerp de verplichting om een retroflecterende nummerplaat aan te brengen uitstellen tot 1 oktober 2002, in plaats van op 1 januari 2002. Ter wille van de rechtszekerheid is het bijgevolg noodzakelijk dat die regel in werking treedt met ingang van 1 januari 2002. Artikel 4 van het ontwerp moet bijgevolg gewijzigd worden als volgt :

"Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, behalve artikel 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2002.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame A.-C. VAN GEERSDAELE,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M.-L. WILLOT-THOMAS